

LES ENJEUX DES ARMES NUCLEAIRES

Sophie Lefeez¹

« Les armes nucléaires ne nous apportent rien d'autre que l'équilibre de la terreur, et la terreur, même en équilibre, c'est encore de la terreur ».

G. Wald, prix Nobel de médecine en 1967.

Les armes de destruction massive (chimiques, biologiques ou nucléaires) peuvent d'un seul coup mettre un terme à la guerre, faute de participants. C'est un avantage certain pour se faire respecter sur la scène internationale. De ce fait c'est la loi du plus fort qui règne, et les efforts de ces derniers siècles pour instaurer des règles de bonne conduite en relations internationales sont anéantis.

Les armes de destruction massive ont été conçues au cours du vingtième siècle pour des guerres qui aujourd'hui ont pris une autre forme. A contrario, ces armes peuvent être utilisées par des groupes terroristes ou criminels contre les Etats. L'arroseur serait arrosé. De plus, la « libération » des otages russes du théâtre Dubrovka, réalisée grâce à une arme chimique, illustre s'il en était besoin les dangers des armes chimiques et biologiques : elle tue aussi bien les civils que les militaires et est peu contrôlable une fois dans l'atmosphère. Devant de tels inconvénients, les armes chimiques et les biologiques ont fait l'objet de conventions pour en interdire l'usage, bien que ces traités n'engagent que ceux qui les ratifient (Convention d'Interdiction des Armes Biologiques, 1972, et la Convention d'Interdiction des Armes Chimiques, 1993).

Les armes atomiques semblent donc moins risquées, puisque aucune convention n'est à l'ordre du jour. Pourtant, les conséquences sanitaires sont fort connues, et les risques au moins aussi importants si ce n'est plus. Alors pourquoi un tel traitement de faveur ? Quelles sont donc les raisons qui justifient la possession de telles armes ? Pourquoi les gouvernements les considèrent-ils indispensables ? On peut globalement classer les missions confiées aux armes nucléaires en trois catégories : la sécurité, argument primordial ; l'indépendance ; l'influence et la domination régionale. Chaque mission fera l'objet d'un éclairage local ou régional.

1. La sécurité

C'est l'argument préféré de tous les partisans du nucléaire militaire. Pour eux, seule l'arme nucléaire est capable d'offrir un niveau élevé de sécurité, dont nous jouissons actuellement. Et si nous devions nous passer de cette arme, nous devrions payer un prix nettement plus élevé pour bénéficier du même degré de sécurité. Nous allons exposer les raisons et les méthodes qui font de l'arme nucléaire la garantie de notre sécurité, pour en analyser ensuite les contradictions et les réfutations.

¹ Membre du Mouvement de la Paix, Marseille

1.1 Pourquoi et comment l'arme nucléaire garantit notre sécurité

1.1.1 Justification de la garantie sécuritaire offerte par l'arme nucléaire : la théorie de la dissuasion nucléaire

La France a toujours déclaré que son arsenal était au « strict minimum », malgré ses 348 bombes de 100 000 tonnes de TNT chacune. Lors d'un discours devant l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, le Président Jacques Chirac a donné des précisions sur sa conception de l'arme nucléaire et nous reprenons ici son discours car nous trouvons qu'il expose parfaitement les raisons qui incitent les pays à l'acquiescer :

« La dissuasion nucléaire est en premier lieu un facteur essentiel de la stabilité internationale. C'est grâce à cette dissuasion que l'Europe a été préservée pendant plus de cinquante ans des ravages qu'elle a connus au cours du 20^e siècle. Exigeant la retenue, en appelant à la raison, la menace nucléaire crédible commande la paix. (...) Nos forces nucléaires ne sont dirigées contre aucun pays, et nous avons toujours refusé que l'arme nucléaire soit considérée comme une arme de champ de bataille utilisée dans la stratégie militaire (...). Ce que j'affirme devant vous est que la France, tout en restant fidèle à son concept de non-usage, a et conservera les moyens de maintenir la crédibilité de sa dissuasion face à toute nouvelle menace » (8 juin 2001).

Pour donner un autre exemple, la Fédération de Russie définit ainsi les raisons qui la pousseraient à recourir à l'arme nucléaire dans son concept de sécurité, révisé en 2000 :

« Une des tâches les plus importantes de la Fédération de Russie est d'assurer la dissuasion dans le but d'empêcher une agression quelle que soit l'échelle –y compris une réalisée avec des armes nucléaires– contre la Russie ou ses alliés. La Fédération de Russie doit posséder des forces nucléaires capables d'infliger à coup sûr des dommages adéquats à tout agresseur –qu'il s'agisse d'un Etat ou d'une coalition d'Etats– quels que soient les circonstances ».

L'arme nucléaire est donc considérée comme une arme de dissuasion, ses effets dévastateurs devant faire reculer n'importe quel adversaire, ou à tout le moins le faire réfléchir à deux fois avant de s'attaquer au pays détenteur ou à leurs protégés. Par ailleurs, cette arme est dite offrir un niveau de garantie élevé qui ne saurait être atteint par une autre méthode, sauf à payer un prix nettement plus élevé. (entrevue avec le représentant permanent de la France auprès de l'ONU en avril 2004, M. Rivasseau)

1.1.2 Nécessité de la non-prolifération...

On entendit parler pour la première fois de 'dissémination' –on ne parlait pas encore de prolifération– dans un discours de l'Irlande en 1958 à l'Assemblée Générale de l'ONU. Le président américain John Fitzgerald Kennedy reprend le mot en juillet 1963 à la veille de la signature du Traité d'Interdiction des Essais Atmosphériques : « *Les quatre² puissances nucléaires ont un devoir capital, celui d'utiliser le temps qui nous reste pour empêcher la dissémination des armes nucléaires* » (cité par Cramer, 2002 : 23). Cela aboutira à l'ouverture à signature du Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires en 1968, entré en vigueur en 1970. Et ce sont les Etats-Unis qui, au début des années 1990, ont réussi à imposer le thème de la prolifération aux Nations Unies avec une déclaration du Conseil de sécurité de 1992 qui proclame que « *la prolifération des armes de destruction massive constitue une menace pour la paix et la sécurité internationale* ». En effet, si plus de pays détiennent l'arme nucléaire, cela augmente les probabilités qu'elle soit un jour utilisée. Ce raisonnement, poussé plus loin, aboutit à la conclusion logique que la seule manière de s'assurer que cette arme ne soit pas utilisée, c'est que

² La Chine n'avait pas encore rejoint le groupe, formé des Etats-Unis, de l'Union Soviétique, du Royaume-Uni et de la France.

personne ne l'ait. Il faut donc non seulement empêcher d'autres Etats de l'avoir, mais aussi désarmer ce qui l'ont déjà. Qu'en pensent les Etats-Unis, champions de la non-prolifération ?

1.1.3 ...et justification de la nécessité du développement de nouvelles armes nucléaires

Il est bien connu que les Etats-Unis sont obsédés par leur sécurité. Ils sont persuadés que le seul moyen de la garantir est de s'assurer la suprématie. Cette dernière peut s'obtenir de deux façons. Premièrement, en éliminant tout concurrent potentiel en mettant l'accent sur la non-prolifération, ce que nous venons de voir. Deuxièmement, en faisant tout pour être les meilleurs, les premiers. Ainsi, de crainte d'être agressés à partir de l'espace, ils ont décidé de « se l'approprier », si je peux dire, en l'occupant militairement les premiers. « *Le maîtrise de l'espace sera obligatoire pour s'assurer la victoire militaire : l'espace est en train de devenir les nouvelles hauteurs de commandement pour le combat* », déclarait au Congrès le capitaine Shen Zhongchang, de l'Institut de Recherche de la Marine Chinoise (cité dans un rapport de l'Institut Kurtz, 2004 : 4). D'où le programme « Guerre des étoiles » de Reagan, de son vrai nom le « National Missile Défense » (NMD). Il a perdu depuis le qualificatif 'National' pour favoriser certaines coopérations régionales (Cramer : 27) avec le Japon et Taïwan. D'après le représentant américain à la Conférence du Désarmement de 2000, M. Robert T. Grey, « *le projet NMD œuvre pour la stabilité et la sécurité dans le monde* » (cité par Cramer : 89).

« Significativement, l'idée d'utiliser des armes nucléaires pour dissuader les pays d'acquérir ou d'utiliser des armes non-conventionnelles a été liée dès le début au désir de nouveaux types d'armes nucléaires », peut-on lire dans un numéro de *Science for Democratic Action* (septembre 2003 : 5). A titre d'illustration, des chercheurs de Los Alamos, Thomas Dowler et Joseph Howard III dénoncent dans un article de 1991 paru dans *Strategic Review* le fait que les Etats-Unis se servent trop d'armes lourdes, responsables de lourdes pertes civiles : « l'arsenal nucléaire actuel des Etats-Unis n'a eu aucun effet dissuasif sur Saddam, et n'a que peu de chance de dissuader un quelconque tyran ». Il faut par conséquent développer des armes plus petites (*mini-nukes*). Cette idée sera dix ans plus tard intégrée dans une loi, le Défense Autorisation Act (2001), qui insiste sur la nécessité d'avoir des armes nucléaires plus petites, plus propices à l'emploi. La Nuclear Posture Review (2001) leur donnera leur finalité.

1.2 Contradictions et réfutations de cette théorie

1.2.1 La relance de la course aux armements

Pour être en sécurité, il faut donc être craint. Et pour être craint, il ne faut pas se laisser dépasser par les autres, il faut toujours à la pointe de la technologie, garder une avance sur les autres. C'est le moteur de la recherche et développement du nucléaire militaire américain. Mais face à cette prolifération verticale, les autres pays ne souhaitent pas que la balance du pouvoir ne penche trop du côté des Etats-Unis, et ils se lancent eux aussi sur la même voie, pour pouvoir donner le change. C'est une réaction tout à fait normale. « *Depuis l'aube de l'âge nucléaire, la position américaine a été une force qui a largement poussé à la prolifération nucléaire mondiale* », affirme la revue *Science for Democratic Action* (septembre 2003 : 2). « *On peut trouver des exemples dans l'ordre de Staline en 1945 d'accélérer radicalement et d'étendre le programme nucléaire soviétique suite à l'attaque américaine sur Hiroshima ; ou dans la décision de l'Inde de donner un coup d'accélérateur à son programme nucléaire après l'intervention nucléaire armée du groupe de bataille USS Entreprise dans la guerre indo-pakistanaise de 1971 qui devait donner un coup de pouce au Pakistan* » (2-3).

La Chine travaille sur des armes de radiofréquence qui peuvent brouiller les satellites, sur la technologie laser et un système anti-satellite ASAT pour répondre à cette militarisation de l'espace. La Russie mène son programme de recherche. La France et la Grande-Bretagne le font par l'intermédiaire de l'European Space Agency, même si cela va à l'encontre de sa fonction initiale. Et tout le monde

s'est lancé dans la recherche sur la miniaturisation³, sauf peut-être la Grande-Bretagne qui bénéficie toujours des fruits de la recherche américaine au titre d'un accord datant de 1958⁴.

Quant aux pays non-détenteurs de l'arme nucléaire, ils sont conscients qu'avoir une bombe les rend moins vulnérables aux pressions extérieures. Il est évident que si l'Irak ou l'Afghanistan avaient eu la bombe, ils ne se seraient pas faits attaquer. C'est pourquoi la maîtrise de la technologie nucléaire est si attractive.

1.2.2 L'arme nucléaire n'est pas la meilleure garante de la sécurité

Les pays nucléaires sont convaincus que ces armes sont les seules à même d'assurer leur sécurité, même si l'attentat du 11 septembre 2001 a clairement démontré qu'ils avaient tort. Riposter avec des armes nucléaires sur un groupe de terroristes ne changera rien aux motivations des terroristes, mais attisera au contraire leur haine en augmentant leur sentiment d'impuissance et favorisera l'émergence d'autres groupes terroristes, encore plus déterminés. De plus, les armes de destruction massive n'ont aucune chance de dissuader des kamikazes.

Et même dans le cas d'une guerre plus classique, l'exemple d'Israël en est un merveilleux démenti : la possession d'armes nucléaires n'assure pas la sécurité. Les pays devraient plutôt parvenir à une entente, une coopération, seul vrai moyen de garantir la paix et de cesser de lutter pour dominer la région.

Cela revient à poser la question de la sécurité : que faut-il faire pour être en sécurité ? Il faut d'abord prévenir la violence, et cela passe par une aide au développement. En permettant que les humains puissent avoir de quoi manger, de quoi boire et un travail, en respectant leur identité, on leur enlève des raisons d'immigrer, de voler, de piller, et de tuer. Ensuite, en abordant la sécurité sous un angle multilatéral et en centrant le concept sur l'humain, on se rend compte de notre interdépendance : ma sécurité dépend de celle de mon voisin. C'est la conclusion de Mohammed El Baradeï, le directeur de l'AIEA, mais aussi celle de nombreuses autres personnes qui militent pour que cette définition soit définitivement acceptée.

³ En France, "L'investissement global du ministère de la Défense au bénéfice de la recherche s'élève à 7 072,7 millions d'euros en 2003, indépendamment du budget civil de recherche et de développement" (chapitre 3 de la loi de programmation 2003-2008).

⁴ Accord de Défense Mutuelle : il autorise un échange d'informations classées dans le but d'améliorer « les capacités [de chaque pays] dans le domaine de la conception, la mise au point et la fabrication des armes nucléaires ». C'est de loin l'accord le plus complet : il concerne les plans de défense, la formation du personnel, l'évaluation des capacités ennemies, la mise au point des systèmes de lancement, la recherche, la mise au point et la conception des réacteurs nucléaires.

2. L'indépendance

Quand on se sent en sécurité chez soi, on se permet de faire ce qui nous plaît. C'est pourquoi la bombe confère une indépendance politique. Cette indépendance nous permet de compter dans les relations internationales. La Russie ferait-elle partie du G7 pour faire un G8 si elle n'avait pas la bombe ? L'Inde demanderait-elle à rentrer dans le Conseil de Sécurité de l'ONU sans la bombe ?

2.1 La sanctuarisation agressive

L'histoire de la guerre de Suez en 1956 a fait prendre conscience à la France que la bombe est ce qui permet d'exister sur la scène internationale et garantit l'indépendance du pays. Quatre ans plus tard, la première bombe nucléaire française explosait dans le désert algérien. La leçon a aussi été retenue par la Corée du Nord qui, grâce à la menace de la bombe, a les moyens d'exiger face aux Etats-Unis. De même, l'Inde et le Pakistan ont tous les deux la bombe pour ne pas céder sur la Cachemire qu'ils se disputent. L'indépendance était aussi l'objectif de l'Irak, de la Syrie, et maintenant de l'Iran.

A ce sujet, l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale parle de stratégie de « sanctuarisation agressive » visant à se protéger de toute intervention de puissances extérieures lors d'un conflit interne ou au delà de ses frontières grâce à la possession d'armes de destruction massive : « *Certains observateurs s'interrogent sur les effets éventuels des conflits du Kosovo et de Tchétchénie dans des pays qui constatent que l'intervention occidentale a épargné la Russie, puissance nucléaire. Dans une optique de "sanctuarisation agressive", non contre un voisin mais contre des parties de leur territoire, ces pays pourraient alors chercher à acquérir l'arme atomique ou toute autre arme de destruction massive* » (IHEDN, décembre 99).

Exister

Certains vont même jusqu'à penser que l'arme nucléaire peut servir d'instrument pour exister sur la scène internationale, pour faire partie des pays « qui comptent ». Une Europe nucléaire serait ainsi le seul moyen de faire exister l'Europe de manière indépendante des Etats-Unis. Quand le général Paul Vériel affirme en juin 1995 que « *l'Europe n'existera que lorsqu'elle sera une puissance nucléaire* », son appel passe inaperçu. Il faudra attendre le rapport parlementaire « La France et les bombes – Les défis de la prolifération des armes de destruction massive » en 2001 pour voir reprise l'idée d'une puissance européenne fondée sur le nucléaire (page 331) : « *Il est temps de lever le tabou nucléaire qui pèse sur le débat européen au moment où un autre tabou vient d'être levé avec la constitution d'une force d'intervention européenne. Les Européens ne peuvent plus se contenter d'afficher une position commune sur la non-prolifération nucléaire, sans poser sur la place publique la question du rôle de l'arme nucléaire dans la sécurité européenne au XXI^e siècle* », affirme l'un des auteurs (cité par Cramer, 135). L'Europe a-t-elle besoin de s'engager dans la course au nucléaire pour être forte ? Doit-elle rivaliser avec les Etats-Unis sur ce terrain-là pour assurer son indépendance politique ? Quand il a fallu se prononcer sur une intervention en Irak en 2002, l'Europe s'est divisée sans que la possession ou la non-possession de la bombe en soit la cause ou constitue une ligne de fracture. Mais peut-être qu'une autre motivation pousse certains à réclamer l'arme nucléaire.

2.3 L'indépendance technologique

Avoir la bombe a l'avantage de garantir une indépendance politique, mais aussi technologique. L'industrie de l'armement précède souvent les avancées technologiques civiles. De nombreux objets ont d'abord eu un usage militaire avant de « tomber dans le civil », comme Internet, la télévision, la fibre optique, le GPS, etc... En finançant la recherche militaire, on s'assure une avancée technologique, rentabilisée par les ventes civiles. C'est un facteur majeur de l'avancée technologique et commerciale des Etats-Unis. On le retrouve aujourd'hui avec l'espace. Les Etats-Unis investissent massivement dans la recherche spatiale ; pour ne pas se laisser distancer, l'Europe fait de même, bien que son agence spatiale européenne soit interdite de recherches militaires.

3. *L'influence et la domination régionale*

3.1 la domination régionale

Il n'y a pas recherche d'indépendance sans risque de domination. La possession de l'arme par l'Angleterre a incité la France à avoir la sienne en 1956, ce qui a donné des idées à l'Allemagne de l'Ouest, et même l'Italie y a songé. En Asie, l'essai chinois en 1964 a poussé l'Inde à faire exploser la sienne dix ans plus tard (la Chine affirme avoir mis des missiles au Tibet pointés contre l'Inde), ce à quoi le Pakistan se devait de répondre. Enfin, la bombe israélienne ne pouvait rester sans équivalent au Moyen-Orient : l'Irak a cherché à avoir la sienne en même temps que l'Égypte et la Libye. En retour, la politique irakienne a inspiré la politique nucléaire iranienne. Il y a bien une domination régionale, de région en région

Mais cette domination doit parfois se gagner au prix d'une course à la surenchère. En 1998, le Pakistan montre qu'il a un missile de portée de 1 500 km, le missile Ghauri. Le message est : « Je peux atteindre le cœur de l'Inde si je veux ! » En réponse, l'Inde procède à des essais nucléaires 5 semaines plus tard : « Et moi, j'ai la bombe ! ». Avec l'essai en 1999 des missiles Agni 2, elle fait observer à son voisin que ses missiles vont plus loin (ils percent jusqu'à 2000 km), et qu'elle peut ainsi atteindre tout le territoire pakistanais et même la Chine (New Delhi et Islamabad ne sont distantes que de 600 km).

Cette façon de faire, ostensible, ne doit pas nous faire oublier une autre méthode de dominer une région, plus subtile. C'est ce que nous allons voir à travers l'exemple de la Fédération de Russie et celui des États-Unis

3.3 La domination plus subtile : l'influence

3.3.1 le cas de la Fédération de Russie

La Russie a eu l'arme atomique pour faire face aux États-Unis, dans un souci d'indépendance donc, ou de « sanctuarisation agressive ». Mais aujourd'hui, même si cette maîtrise du nucléaire lui vaut le respect, ou pour le dire autrement, l'absence de critiques trop importantes de la part de la communauté internationale, elle lui permet aussi d'asseoir son influence à l'intérieur des frontières de la CEI (Communauté des États Indépendants). Dmitri Trenin, Directeur d'Études au Carnegie Center de Moscou, explique l'objectif russe dans son article « Les ambitions néo-impériales de Poutine » (février 2004). La Russie projette de rétablir son influence perdue dans les anciens pays de l'URSS, c'est l'« opération CEI ». Sa bonne santé économique et sa force militaire (donc nucléaire) devraient les attirer comme un aimant. Pour la Russie, ne pas perdre cette influence est capital pour sa fierté... et pour ne pas perdre le bénéfice des investissements réalisés du temps de l'URSS. Faut-il le rappeler, l'URSS avait beaucoup investi dans ses républiques, notamment dans le pétrole, pour mener des investigations, financer les oléoducs et les gazoducs, etc. Avec l'écroulement de l'empire soviétique, la Russie redoute de voir tous ses efforts bénéficier aux entreprises étrangères, en l'occurrence américaines, britanniques et françaises. C'est une des raisons qui poussent la Russie à ne pas céder sur la Tchétchénie, pays riche en pétrole, et sur le Caucase de manière générale. Par conséquent, la Russie fait tout pour garder un contrôle sur ce que font ses ex-républiques (Bugaiski, 2003).

3.3.2 le cas des États-Unis

Les États-Unis se servent de toute leur puissance militaire et économique pour exiger des autres, mais ils se servent aussi de leurs bases géo-stratégiquement bien placées pour garder un œil et influencer sur le cours des événements. La justification de leur présence vient de ce qu'elles assurent la sécurité de tel ou tel pays, comme la Japon dont l'armée est interdite par l'article 9 de sa constitution en échange de la protection américaine. Le parapluie américain couvre aussi Taïwan, que la Chine veut voir rentrer dans son giron. Hormis l'Asie, les États-Unis avaient placé leurs armes en Europe de l'Ouest pendant la guerre froide pour prévenir une invasion soviétique, armes et bases qu'ils ont laissées à la fin de la

guerre sous couvert d'OTAN. Au total, il y a 150 armes nucléaires américaines en Europe (Cramer : 131). Lors des dernières négociations (SORT), la Russie avait proposé de réduire davantage le stock d'armes nucléaires, mais les Etats-Unis ont refusé car ils auraient dû « dénucléariser » certains pays d'Europe. Du coup, ces pays se seraient retrouvés sous le parapluie français ou britannique, et surtout les Etats-Unis auraient perdu de leur influence au sein du Groupe de Planification Nucléaire de l'OTAN.

En somme, l'arme nucléaire est parée de vertus : elle confère sécurité, existence, indépendance, et même influence ou domination sur ses voisins. Nous avons vu néanmoins, et était-il besoin d'y revenir, qu'elle ne confère nullement la sécurité. De quel recours est-elle contre les fondamentalismes, la faim ou le sentiment d'injustice ? Malgré cela, cet instrument de puissance attire la convoitise des autres, et de fait il prolifère. Pourtant, la prolifération non seulement annule les gains de posséder la bombe si tout le monde l'a, mais elle met également en jeu l'existence de notre planète, de l'espèce humaine telle que nous la connaissons, et à plus court terme, la stabilité mondiale. De plus, la dissuasion nucléaire est en elle-même porteuse d'un paradoxe, comme le note Peter Weiss, Président du Comité des juristes sur la politique nucléaire : « *L'arme qui est censée seulement dissuader les pays de faire la guerre est en train de devenir une, si ce n'est la, raison principale pour les pays de faire la guerre* » (2003 : 4). Cette arme illustre parfaitement la tendance réaliste des relations internationales, où c'est le plus fort, le plus puissant, qui gagne, car rien ne peut concrètement obliger un pays à respecter les lois s'il ne le veut pas. En défendant cette arme, on défend cette vision des relations internationales, au détriment de celle qui croit à la régulation des relations transnationales par des lois. C'est vrai qu'on ne peut forcer un pays à respecter les lois : il n'y a pas encore de prison internationale pour les Etats. Mais voulons-nous que notre monde ressemble à une jungle, où chaque Etat est un loup pour les autres, pour plagier Hobbes ? C'est pourquoi il nous faut réfléchir à des moyens pour assurer la sécurité de tous autrement que par la terreur, et amener les politiques étrangères à être des politiques de bon voisinage et non des politiques de prédation.

Bibliographie

- IHEDN, " La dissuasion nucléaire est-elle encore nécessaire dans le contexte géostratégique actuel ? ", rapport du Comité 6, 52^{ème} session nationale, décembre 1999.
- Nicola Butler, « US-UK Nuclear Weapons Cooperation Up for Renewal », *Disarmament Diplomacy*, n°76, mars-avril 2004.
- Ben Cramer, *Le nucléaire dans tous ses états. Les enjeux nucléaires de la mondialisation*, Alias etc., Paris, 2002.
- propos recueillis par Joëlle Stolz, interview de Mohammed El Baradei, *Le Monde*, « Nucléaire : « La Sécurité doit devenir un principe absolu du droit international » », 31 octobre 2003.
- The Kurtz Institute of Peacemaking, *The Deadly Connection. Nuclear Weapons, Proliferation and the Arming of Outer Space*. 2004.
- Peter Weiss, « Nuclear Weapons and Preventive War », Notes pour un discours au Parliamentarians' Network for Nuclear Disarmament, Vancouver, Canada, 2 novembre 2003.